Pour qui voter le 23 avril 2017 ?

Le 27-03-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 27 mars 2017.

Des millions de citoyens se demandent s'ils se déplaceront lors du premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril. Nous aussi ! Les sondeurs font état d'un taux anormalement élevé d'intentions de s'abstenir.

Alors que le taux d'abstention à la présidentielle n'était que de 16% en 2007, l'un des plus bas de l'histoire de la Ve République, les chiffres sont aujourd'hui de 30%, 32% voire 37% selon les enquêtes. Du jamais vu ! De surcroît, pour Ipsos et le Cevipof, 49% seulement des gens qui se disent sûrs d'aller voter au premier tour sont certains du choix de leur candidat. Au total, plus de 80% des Français trouvent la campagne « *de mauvaise qualité* » (chiffres OpinionWay, 24 février). On les comprend… Nous aussi nous nous posons ces questions. Quel est notre raisonnement ?

Le candidat du Parti de la démondialisation à l'élection présidentielle, Jacques Nikonoff, n'a malheureusement pas obtenu les 500 parrainages requis. Censuré dans les grands médias, comme d'autres candidats, il n'a pas pu faire connaître son programme et ses idées aux Français. Il n'y a donc aucune raison pour que le Pardem appelle à voter pour un autre candidat au premier tour le 23 avril. Si le Pardem a tenté d'obtenir les parrainages pour son candidat, c'est bien parce qu'il estime que l'offre politique n'est pas à la hauteur, et que son projet de démondialisation est un apport absolument décisif.

Appeler à voter pour un autre candidat le 23 avril reviendrait à considérer que les efforts du Pardem pour obtenir les 500 parrainages étaient inutiles, et qu'il aurait très bien pu économiser cette étape en retirant son candidat et appeler à voter immédiatement pour un autre. Autrement dit, le Pardem aurait fait la démonstration qu'il ne sert à rien. Ce n'est évidemment pas le cas, et la déliquescence de l'offre politique qui l'a conduit à présenter Jacques Nikonoff reste la même en son absence lors du premier tour. Le Pardem ne peut donc pas, *a priori*, donner de consigne de vote pour le 23 avril.

Cependant, deux cas extrêmement délimités peuvent justifier de sa part un appel à voter pour un autre candidat que le sien parce que ce dernier n'a pas été qualifié.

Le premier cas pouvant justifier un appel du Pardem à voter pour un candidat au premier tour de la présidentielle serait, en l'absence de son propre candidat, la possibilité de faire avancer la cause de la démondialisation, c'est-à-dire un affaiblissement de l'ordre néolibéral mondial. Si c'est possible, nous le ferons sans hésiter. *A priori*, les seuls candidats pour lesquels nous pourrions éventuellement appeler à voter le 23 avril sont Messieurs Asselineau, Cheminade, Dupont-Aignan et Mélenchon. Ils manifestent, chacun à leur manière, bien qu'avec beaucoup de silences et d'ambiguïtés, une certaine volonté de prise de distance avec l'Union européenne. Mais ce seul critère ne peut suffire, car si la sortie de l'euro et de l'Union européenne est une condition nécessaire pour mettre un terme à la crise, elle est loin d'être suffisante, il faut en effet rompre avec les politiques néolibérales.

Nous n'incluons pas Madame Le Pen dans nos hypothèses d'appel à voter, bien qu'elle évoque la sortie de l'euro et de l'UE. Son comportement nous est en effet insupportable, car le FN alimente le racisme, divise les Français, affaiblit leurs résistances face aux classes dirigeantes mondialisatrices. Quant à sa volonté de sortir de l'euro et de l'UE nous avons montré, à de multiples reprises, que ce n'était qu'un rideau de fumée.

Nous n'incluons évidemment pas Messieurs Hamon et Fillon, représentants des partis duettistes de l'alternance qui se repassent le pouvoir depuis des décennies pour faire à peu près les mêmes politiques catastrophiques. Avec une mention spéciale pour Monsieur Fillon dont la probité a volé en éclat.

Ne parlons pas de Monsieur Macron, créature purement médiatique fabriquée et vendue par les milieux de la haute finance grâce aux grands médias dont ils sont les propriétaires.

Nous n'incluons pas les candidats d'extrême gauche Monsieur Poutou (NPA) et Madame Arthaud (LO) qui, traditionnellement, sont contre la sortie de l'euro et de l'UE, contre des mesures protectionnistes, contre la souveraineté nationale…

Nous n'incluons pas non plus Monsieur Lasalle, malgré toute la sympathie qu'il inspire, car son projet n'envisage à aucun moment la reconquête de sa souveraineté par notre pays. Deux citations suffisent à en démontrer le caractère inadapté. Jean Lassalle estime que « *Nous vivons, depuis quarante ans, la troisième mondialisation. Comme les deux précédentes, elle ouvre des horizons nouveaux et enthousiasmants : comme les deux précédentes, elle bouleverse l'économie et les sociétés, elle permet l'accumulation de fortunes énormes, crée de nouvelles inégalités, installe un état mondial de guerre*. » Il n'a pas compris le caractère néolibéral de la mondialisation actuelle. Ne comprenant pas ce qui est essentiel, il s'égare dans des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux. Ensuite, Jean Lassalle affirme que « *Les fondateurs de l'Europe politique ont voulu, en instaurant une solidarité économique, empêcher toute guerre entre États d'Europe. Ils y sont parvenus, mais cette construction économique n'a pas évolué avec nos sociétés*. » Il ne comprend pas non plus la nature de l'Union européenne. Comme le vote ne se fait pas sur la bonne mine des candidats mais sur leurs projets, nous ne pouvons pas voter pour Jean Lassalle.

Notre vote éventuel le 23 avril doit contribuer à créer une dynamique politique sur les bonnes bases, celles qui peuvent faire gagner ce difficile pari : sortir de la mondialisation néolibérale victorieusement. L'enjeu principal est donc l'attaque simultanée et frontale des trois piliers du piège néolibéral, par la sortie immédiate du libre-échange, le démantèlement tout aussi immédiat de la financiarisation de l'économie et des budgets publics, et la sortie sans le moindre délai de tous les traités internationaux néolibéraux et des institutions correspondantes. Et ce dès l'arrivée au pouvoir, en ayant axé la campagne sur cet objectif : retour immédiat au franc, annulation de la dette publique, nationalisation du secteur bancaire, suppression immédiate de la liberté de circulation des capitaux, etc.

Toute autre méthode est forcément perdante, et nous promet un gigantesque retour de l'impasse 1981-1982, celle de la fausse rupture qui ne se donne pas les moyens dès l'arrivée au pouvoir de réaliser ce pour quoi une majorité de rupture a conquis le pouvoir. Ce serait la trahison de cet espoir, et donc une situation pire pour redresser la barre.

Il faut en effet bien se rendre compte que ce que nous proposons ne ressemble pas du tout à une situation du type Brexit. Car si la France tentait de s'extraire des institutions cardinales de la mondialisation néolibérale, toutes les forces de la mondialisation seraient mobilisées pour nous faire plier. Ou à défaut faire s'écrouler son économie pendant le laps de temps où la France n'aurait pas effectué les mesures qui la rendrait relativement étanche aux déstabilisations juridiques, monétaires, financières et commerciales (entre autres, pour ne pas parler des plus officieuses).

Dans ce contexte, se contenter de voter pour un candidat qui reprend nôtre programme, sur tel ou tel point, même essentiel, sans se préoccuper de ce qui garantit le succès ou l'échec de la rupture nécessaire à accomplir, c'est confondre ces élections avec un vaste sondage. L'enjeu est ici de faire enfin démarrer une dynamique de rupture potentiellement victorieuse, et non pas simplement majoritaire, se contentant de ressembler vaguement à ce qu'il faudrait faire. Il n'y aura pas en cette matière de coup d'essai. Il faudra réussir dès la première tentative. Sinon c'est un piège grec qui nous attend pour plusieurs décennies.

C'est pourquoi faire grandir le Pardem est bien pour l'instant la seule voie pour construire une dynamique de rupture gagnante contre la mondialisation néolibérale et son piège systémique redoutable qu'elle a dressé contre toute possibilité de retour en arrière.

Le second cas pouvant justifier un appel du Pardem à voter pour un candidat le 23 avril serait une situation particulièrement grave dans la société qui nécessiterait d'appliquer, à titre exceptionnel, le principe que nous rejetons : voter pour le « *moins pire* » (il existe néanmoins des cas où il faut agir pour le moins pire, ce ne peut être un principe absolu). Le « *pire* », dans cette configuration abondement alimentée par l'imagerie médiatique, étant représenté par le Front national et sa candidate. Nous n'avons pas peur de la victoire de Madame Le Pen à l'élection présidentielle. Tout simplement parce qu'elle ne peut pas être élue. Nous l'affirmons. Et nous mettons en garde les électeurs face aux manœuvres visant à agiter une prétendue « *menace fasciste* » pour les faire voter n'importe quoi, et surtout pour Messieurs Fillon, Hamon ou Macron au deuxième tour, ou même au premier tour pour Monsieur Mélenchon. Ces différents candidats, ne parvenant pas à prendre politiquement le dessus sur Madame Le Pen en mobilisant les classes populaires qui se détournent d'eux, en arrivent à jouer sur la peur, pratiquant eux-mêmes ce qu'ils reprochent au FN. Ils s'exonèrent ainsi d'un débat politique qu'ils sont incapables de mener.

Présente assez probablement au 2e tour, Madame Le Pen n'aura pas les réserves de voix lui permettant d'accéder à la première marche du podium. Tout le monde le sait, du moins chez les dirigeants politiques, y compris ceux du FN, les sondeurs, les journalistes, les « *experts* » de tout poil. La chose est simple à démontrer et devrait calmer tous les agités qui sont effrayés ou qui font semblant de l'être. Partons de l'hypothèse qui ressort de toutes les études électorales actuelles (qui peuvent bien entendu se tromper, les exemples abondent). Madame Le Pen sera très certainement présente au second tour. Face à elle on trouve quatre prétendants : Messieurs Fillon, Hamon, Macron et Mélenchon. C'est ce que disent, pour l'instant, ces études. Si, parmi les autres candidats, l'un d'entre eux se trouvait au second tour, le raisonnement serait exactement le même.

Étudions les différentes hypothèses.

- Si Monsieur Fillon se retrouve au second tour face à Madame Le Pen, que feront Messieurs Hamon, Macron et Mélenchon ? Appelleront-ils à voter pour Monsieur Fillon ? Appelleront-ils à l'abstention ? Au vote blanc ? Si on prend comme référence le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, qui a vu s'opposer Messieurs Chirac et Le Pen, grâce à la déplorable politique de la gauche plurielle de Monsieur Jospin, à l'exception de Lutte ouvrière et du Parti des travailleurs qui ont refusé de soutenir un candidat ou un autre, tous les candidats du premier tour ont appelé à voter pour Jacques Chirac. Bien sûr l'histoire ne se répète jamais. Mais qui pourrait douter une seule seconde que Messieurs Hamon et Macron, la main sur le cœur, la mine contrite, expliqueront que, la mort dans l'âme, il faut voter Fillon pour « *faire barrage à Le Pen* ». La pilule sera peut-être moins difficile à avaler du fait de l'idéologie du « *moins pire* » à laquelle on voudrait acclimater les citoyens. On nous expliquera alors que Fillon est « *moins pire* » que Madame Le Pen. Dans cette hypothèse, le rapport de forces électoral reste très nettement en faveur de Monsieur Fillon malgré les casseroles qu'il traîne derrière lui.

- Si Monsieur Hamon se retrouve au second tour face à Madame Le Pen, que feront Messieurs Fillon, Macron et Mélenchon ? Appelleront-ils à voter pour Monsieur Hamon ? Appelleront-ils à l'abstention ? Au vote blanc ? On ne sait pas pour Monsieur Fillon, mais une partie de son électorat ira certainement chez Madame Le Pen. En revanche, il ne fait strictement aucun doute que Messieurs Macron et Mélenchon appelleront à voter Hamon. Concernant Monsieur Mélenchon, il avait appelé, dans les mêmes conditions, en 2012, à voter « *contre* » Monsieur Sarkozy, donc *de facto* en faveur de Monsieur Hollande. En outre, il a annoncé pendant la campagne qu'il était prêt à gouverner avec Monsieur Hamon. Dans cette hypothèse, le rapport de forces électoral reste très nettement en faveur de Monsieur Hamon.

- Si Monsieur Macron se retrouve au second tour face à Madame Le Pen, que feront Messieurs Fillon, Hamon et Mélenchon ? Appelleront-ils à voter pour Monsieur Macron ? Appelleront-ils à l'abstention ? Au vote blanc ? Impossible de dire ce que fera Monsieur Fillon. Quoi qu'il fasse, d'ailleurs, une proportion significative de ses électeurs votera Macron. Monsieur Hamon, quant à lui, appellera sans problème à voter Macron comme la plupart de ses petits camarades de la direction du Parti socialiste. Concernant Monsieur Mélenchon, on ne sait pas non plus ce qu'il fera, mais l'agitation « *antifasciste* » qui règne dans la gauche « *radicale* » le poussera probablement à voter Macron pour «*faire barrage* » à Madame Le Pen. Dans cette hypothèse, le rapport de forces électoral reste très nettement en faveur de Monsieur Macron.

- Si Monsieur Mélenchon se retrouve au second tour face à Madame Le Pen, que feront Messieurs Fillon, Hamon et Macron ? Appelleront-ils à voter pour Monsieur Mélenchon ? Appelleront-ils à l'abstention ? Au vote blanc ? Le cas Mélenchon est le plus incertain, car on ne peut rien dire sur les appels à voter pour lui de la part de Messieurs Fillon, Hamon et Macron. On pourrait en tirer la conclusion que le seul cas pouvant éventuellement poser problème serait la présence de Monsieur Mélenchon au deuxième tour. Car le refus éventuel des autres candidats de voter pour lui pourrait permettre l'élection de Madame Le Pen. Ainsi, voter Mélenchon au premier tour pour le placer au second face à Madame Le Pen serait assurer la victoire de cette dernière. Le Pardem ne croit pas à cette théorie. Quoi que fassent les autres candidats, même s'ils n'appellent pas à voter pour Monsieur Mélenchon, ils n'appelleront pas non plus à voter pour Madame Le Pen. L'électorat ne donnera pas le pouvoir à Madame Le Pen, toutes les études politiques le confirment (ce n'est cependant pas une garantie absolue !).

Au total, même dans l'hypothèse où Monsieur Mélenchon serait au deuxième tour, Madame Le Pen ne dispose pas des réserves de voix lui assurant la victoire. Compte tenu de cette réalité, le Pardem considère qu'il n'existe aucune raison de céder à la peur et de voter, au premier tour, pour le « *moins pire* » en l'absence de son candidat.

Nous diffuserons très bientôt des fiches pour chaque candidat expliquant dans le détail leur programme et leur stratégie et les raisons du choix que nous ferons. Ces fiches auront une grille d'analyse visant à identifier le degré de compatibilité des programmes et stratégies de ces candidats par rapport à notre propre programme et à notre stratégie. C'est-à-dire notre opinion sur la capacité de ces programmes à sortir notre pays de l'ornière.

Le programme du Pardem repose sur un diagnostic précis des malheurs de la France, qui ont les mêmes causes que les malheurs des pays membres de l'Union européenne et de la plupart des autres pays à l'échelle planétaire. Ce point est pour le Pardem essentiel car nous considérons qu'on ne peut pas résoudre des problèmes dont on ne connaît pas les causes ou, plus grave, dont on ne veut pas connaître les causes.

La crise est mondiale et ne frappe que les peuples. L'hyper-classe, de son côté, n'a jamais été aussi riche. La crise est faite pour elle, par elle, pour accroître sa richesse. Cette situation est due aux formes prises par le capitalisme contemporain que nous appelons la mondialisation néolibérale. C'est un système de domination des classes dirigeantes sur les peuples qui repose sur trois piliers : des institutions supranationales chargées d'étouffer la souveraineté des nations pour leur imposer plus facilement des politiques néolibérales irréversibles, le libre-échange et la globalisation financière. Cet ordre néolibéral mondial qui s'est installé à partir de la fin des années 1970 permet un partage des richesses excellent en faveur des plus riches. C'est cela qu'il faut renverser.

Quand nous parlons de « *néolibéralisme* », nous désignons une idéologie qui se cache derrière de prétendues « *lois* » de l'économie dont la seule vocation est de justifier des politiques contraires à l'intérêt des peuples, organisées spécialement pour enrichir toujours davantage les plus riches et verrouiller leur système de domination. C'est une vision du monde, des pratiques spécifiques de gouvernement, une radicalisation du libéralisme, la forme actuelle du capitalisme. Ses théoriciens les plus connus, à l'origine, sont Friedrich von Hayek et Milton Friedman. Le néolibéralisme débute dans la pratique gouvernementale avec Margaret Thatcher (Royaume-Uni), puis Ronald Reagan (États-

Unis) au début des années 1980. Des instances supranationales vont prendre le relai avec l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), l'Union européenne (UE) pour verrouiller le tout. Et l'OTAN sur un autre plan.

Les principales conceptions du néolibéralisme sont une limitation du rôle de l'État en matière économique, sociale et juridique afin de le mettre tout entier au service de la reproduction de la classe dominante, le maintien d'un très haut niveau de chômage pour rediscipliner le monde du travail, l'ouverture de nouveaux domaines d'activité à la loi du marché qui auparavant étaient du domaine public (les réseaux, l'air, l'eau…), une vision de l'individu comme « *entrepreneur de lui-même* » disposant d'un « *capital humain* » à valoriser, la concurrence « *libre et non faussée* », la libéralisation généralisée du « *marché* » du travail, des marchés de capitaux, de la circulation de la main-d'œuvre, du commerce international…

Plus grave, les partisans du néolibéralisme présentent ce dernier comme étant sans alternative. Ils prétendent que les conséquences de ces politiques doivent être perçues comme des phénomènes inévitables qu'il faut accepter. Les idées opposées au néolibéralisme sont qualifiées d'archaïques et de dangereuses. Les grands médias, dont les classes dominantes sont devenues les principaux actionnaires, ont déclenché une guerre idéologique en faveur du néolibéralisme.

Notre premier critère d'appréciation des programmes et stratégies des quatre candidats possibles (Messieurs Asselineau, Cheminade, Dupont-Aignan et Mélenchon), portera par conséquent sur leur analyse des causes des difficultés immenses qui frappent la France et les autres pays. Car une bonne analyse permet de bonnes solutions. Si la mondialisation néolibérale, pour nous, est la cause fondamentale des problèmes, la solution est alors logiquement la démondialisation, c'est-à-dire la sortie unilatérale de la mondialisation néolibérale. Toutefois, les mots peuvent être différents pour désigner des phénomènes proches ou similaires. C'est pourquoi nous nous attachons davantage aux contenus qu'aux mots.

Nos critères d'analyse sont les suivants :

1er : analyse de la mondialisation néolibérale.

2e : démondialisation.

3e : souveraineté.

4e : libre-échange.

5e : globalisation financière.

6e : un programme économique, social et environnemental solide débouchant sur la fin du chômage.

7e : les droits de l'Homme et du citoyen, la démocratie.

8e : la probité.

9e : la stratégie politique.

10e : l’amitié et la coopération entre les peuples.

Nous étudierons ainsi la démarche de ces quatre candidats pour vérifier qu’ils ont bien pris la dimension des problèmes et de ce qu’il faut faire, qu’ils ciblent bien le principal pour gagner.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire